PROCES VERBAL
SEANCE DE CONSEIL MUNICIPAL DU 08.04.2025

Par lettre en date du 31.03.2025, le Conseil Municipal a été convoqué en séance ordinaire, dans la salle de la mairie, pour le mardi 8 avril 2025, afin de délibérer sur les questions suivantes :

Ordre du jour :

- 1 – Appel nominatif des conseillers.
 - 2 – Désignation du secrétaire de séance.
 - 3 – Approbation du procès-verbal précédent.
 - 4 – Rapport du Maire.
 - 5 – Dossier 1 : Compte Financier Unique.
 - 6 – Dossier 2 : Affectation des résultats.
 - 7 – Dossier 3 : Vote des taxes.
 - 8 – Dossier 4 : Vote des subventions.
 - 9 – Dossier 5 : Vote des budgets.
 - 10 – Dossier 6 : Tarifs base de loisirs 2025.
 - 11 – Dossier 7 : Groupement de commande et Convention CCAS portage des repas.
 - 12 – Dossier 8 : Demande de subventions DETR - ANS
 - 13 – Dossier 9 : Personnel communal – saisonniers.
 - 14 – Dossier 10 : Demandes de subvention à la commune.
 - 15 – Dossier 11 : Redevance performance système assainissement collectif.
- Questions diverses.

Le Maire de Pouligny Notre-Dame certifie que la liste des délibérations étudiées lors de la présente séance a été affiché, conformément à l'article L 2122.25 de code général des collectivités territoriales.

Les membres du Conseil Municipal, régulièrement convoqués, se sont réunis le 08 avril 2025 à 19 heures 30, dans la salle de la mairie, sous la présidence de Monsieur DEVAUX Samuel, Maire.

1 – APPEL NOMINATIF DES CONSEILLERS

Présents : Mmes et MM. DEVAUX Samuel, JEOMEAU Bernard, DAUDON Christèle, PICHON Stéphanie, GAUTIER Alain, BIGUE Angélique, PÉRICHON Damien, MOREAU Adeline, POURTIÉ Alain, BOURDEIX Florence, GAUDON Nadine, CHENUT Claude.

Absents excusés : M. ADAM Benjamin donne pouvoir à BIGUE Angélique, Mme MOUSSEAU Marie-Christine donne pouvoir à DAUDON Christèle.
JAMBUT Denis sera en retard.

2 – DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Madame MOREAU Adeline a été désignée en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

3 – APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DE CONSEIL MUNICIPAL du 10 janvier 2025.

Lecture faite du procès-verbal de la séance précédente. Il est approuvé par l'assemblée.

4 –COMPTE RENDU DECISIONS DU MAIRE

- Vu l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,
 - Vu la délibération du Conseil Municipal de Pouligny Notre-Dame du 23 mai 2020, portant délégation d'attribution du dit Conseil Municipal au Maire de Pouligny Notre-Dame,
- Monsieur le Maire donne les décisions prises conformément à sa délégation : droit de préemption non exercé sur la parcelle AD 418 – 7 Allée de la Garenne
Droit de préemption non exercé sur la parcelle AD 205 – 14 Allée de la Fontvieille.

5 – Vote du compte financier unique 2024 – budget Assainissement

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2024 de la commune de Pouligny Notre-Dame ;

Vu le CFU 2024 Budget Assainissement de la commune de Pouligny Notre-Dame ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au maire de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. le maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame DAUDON Christèle ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE				
Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2024				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	121 175,18 €	38 649,71 €	159 824,89 €
	Recettes réalisées	55 902,63 €	43 660,16 €	99 562,79 €
	Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	262 082,87 €	173 973,05 €	436 055,92 €
	Dépenses réalisées	38 003,90 €	52 018,69 €	90 022,59 €
	Restes à réaliser	24 467,12 €	0,00 €	23 467,12 €
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	17 898,73 €	- 8 358,53 €	9 540,20 €
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	140 907,69 €	135 323,34 €	276 231,03 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent/déficit (+/-)	158 806,42 €	126 964,81 €	285 771,23 €
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- 23 467,12 €	0,00 €	- 23 467,12 €
Résultat cumulé	Excédent/déficit	135 339,30 €	126 964,81 €	262 304,11 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, Monsieur le maire étant sorti et n'ayant pas pris part au vote,
 - APPROUVE le CFU 2024 Budget Assainissement de la commune de Pouligny Notre-Dame
 - DONNE pouvoir à M. le maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-09

6 – Vote du compte financier unique 2024 – budget Commune

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2024 de la commune de Pouligny Notre-Dame ;

Vu le CFU 2024 de la commune de Pouligny Notre-Dame ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au maire de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. le maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame DAUDON Christèle ;

Considérant le CFU présenté et résumé comme suit par le président de séance :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE				
Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2024				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	679 361,68 €	976 173,27 €	1 655 534,95 €
	Recettes réalisées	300 437,91 €	983 658,82 €	1 284 096,73 €
	Restes à réaliser	26 859,00 €	0,00 €	26 859,00 €
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	607 446,74 €	1 259 015,68 €	1 866 462,42 €
	Dépenses réalisées	253 005,39 €	1 025 559,22 €	1 278 564,61 €
	Restes à réaliser	156 569,26 €	0,00 €	156 569,26 €
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	47 432,52 €	- 41 900,40 €	5 532,12 €
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	- 71 914,94 €	282 842,41 €	210 927,47 €

Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent/déficit (+/-)	- 24 482,42 €	240 942,01 €	216 459,59 €
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- 129 710,26 €	0,00 €	- 129 710,26 €
Résultat cumulé	Excédent/déficit	- 154 192,68 €	240 942,01 €	86 749,33 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, Monsieur le maire étant sorti et n'ayant pas pris part au vote,

- APPROUVE le CFU 2024 de la commune de Pouligny Notre-Dame

- DONNE pouvoir à M. le maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-10

7 – Affectation du résultat budget Assainissement 407

Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M49 et en particulier celles relatives à l'affectation du résultat ;

Vu les résultats figurant au compte financier unique 2024 approuvé ce jour :

Excédent de fonctionnement cumulé : 126 964,81 €

Excédent d'investissement cumulé : 158 806,42 €

Dépenses engagées non mandatées : 23 467,12 €

Recettes à recevoir : 0,00 €

Besoin de financement d'investissement : 0,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de reporter l'excédent de fonctionnement de 126 964,81 € au compte 002 excédent antérieur reporté et l'excédent d'investissement de 158 806,42 € au compte 001 excédent antérieur reporté.

Le contenu de cette décision sera pris dans le prochain acte budgétaire.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-11

8 – Affectation du résultat budget Commune 403

Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57 et en particulier celles relatives à l'affectation du résultat ;

Vu les résultats figurant au compte financier unique 2024 approuvé ce jour :

Excédent de fonctionnement cumulé : 240 942,01 €

Déficit d'investissement cumulé : - 24 482,42 €

Vu le montant du besoin de financement d'investissement qui se situe à 154 192,68 € :

Soit :

Déficit d'investissement : - 24 482,42 €

Dépenses engagées non mandatées : - 156 569,26 €

Recettes à recevoir : + 26 859,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'affecter le résultat cumulé de la section de fonctionnement comme suit :

- Couverture de financement c/1068 : 154 192,68 €

- Affectation du solde à l'excédent reporté 002 : 86 749,33 €

Le contenu de cette décision sera pris dans le prochain acte budgétaire.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-12

Monsieur JAMBUT Denis arrive à 20 h 30

9 – Vote des taxes 2025

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, vote les taux des taxes pour l'exercice 2025 comme suit et sans changement :

- Taxe foncière (bâti) : 26,10 %
- Taxe foncière (non bâti) : 35,90 %
- Taxe d'habitation : 13,82 %

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-13

10 – Vote des subventions 2025

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, VOTE les subventions suivantes :

- Sensas'parc PND : 600 €
- Comité des fêtes de PND : 600 €
- Club de l'amitié de Pouligny Notre-Dame : 400 €
- AFN Pouligny Notre-Dame : 200 €
- APE des Sentes : 160 €
- Coopérative scolaire de PND : 160 €
- PND Micro-Informatique : 600 €
- Vélo sport de Pouligny Notre-Dame : 150 €
- Saint Blaise : 600 €
- Tennis Club : 600 €
- Atout Choeur : 400 €
- Prévention routière : 50 €
- Jardins Espersévérance : 50 €
- Le Vairon : 100 €
- Fondation patrimoine : 200 €
- Les Ateliers des Rêves : 400 €
- Indre Nature : 50 €

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 à l'article 65748.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-14

11 – Vote du budget 2025 Assainissement 407.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve le budget Assainissement 407, présenté par Monsieur le Maire qui s'équilibre ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :	165 614,52 euros
Section d'investissement :	265 120,94 euros

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-15

12- Vote du budget 2025 Commune 403.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve le budget 2025 Commune 403, présenté par Monsieur le Maire qui s'équilibre ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement : 1 157 206,84 euros
Section d'investissement : 699 092,02 euros

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-16

13 - Tarifs snack 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,
DECIDE des tarifs du snack applicables à compter d'avril 2025 :

	SNACK		BUVETTE	
0.50 €	sucette			
1.00 €	chips petit paquet	gâteau individuel	verre : eau + sirop	Eau 0,50 cl
1.50 €		Cookie	Café, vin chaud	verre : vin rosé
1.80 €			Café double espresso	
2.00 €	Glace fusée	Donut nature	chocolat chaud, thé, eau 1,5 l - Diabolo	Thé maison, Cloudy limonade
2.50 €	Glace cornet - smarties - oréo - Toblerone	gaufre nature - donut choco, Frites	Café grand crème	
2.80 €			boisson canette	bière, panaché le verre, Monaco
3.00 €	Glace magnum	Gaufre chocolat		
3.50 €	panini nutella		cocktail sans alcool	
3.90 €			Biere Supérieure	
5.00 €	hotdog - Saucisson - Nuggets - Tenders	croque-monsieur, Panini jambon fromage		
6.00 €	Menu enfant : Nuggets + Frites			
6.50 €	Salade - Saucisson/Frites	Salade végétarienne Tenders/Frites	cocktail avec alcool	
9.00 €	Burger Chicken			
10.00 €	hamburger Frais		Pichet 1 l. Bière normale	
11.00 €	Formule : Burger Chicken+Frites+1 boisson 2,80€			
13.00 €	Formule* : Hamburger + Frites + 1 Boisson à 2,80 euros (sauf bière supérieure)			
14.00 €	Formule du moment* : Hamb du moment+ frites+ boisson à 2.80 €		Pichet 1 l. Bière du moment	
	Remise personnel 50 %			

Pack découverte spécial campeur :

Présence d'1 journée	1 burger + 1 boisson offerte / campeur + tarif réduit au téléski ou moins 2 euros pour les enfants	9.50 €
Présence de 3 jours	1 Formule * / campeur et 1 fois pendant le séjour + tarif réduit sur 2 jours au téléski	9.50 €
Présence d'1 semaine	1 Formule* / campeur et 1 fois pendant le séjour + accès swing-foot-disc golf gratuit + tarif réduit sur 1 semaine au téléski ou pour 4 personnes : 4 menus à 6 euros + 1 pichet bière offert	6.00 €

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-17

14 - Convention constitutive du groupement de commandes relatif à la réalisation et à la livraison de repas à domicile des personnes âgées, handicapées ou momentanément dépendantes.

Afin de faciliter la gestion des marchés publics pour la réalisation de repas et leur livraison à domicile pour les personnes âgées, handicapées ou momentanément dépendantes, de permettre des économies d'échelle et la mutualisation des procédures de passation de marchés publics, le CCAS de Sainte-Sévère sur Indre souhaite constituer un groupement de commandes en application des articles L.2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique.

Les membres de ce groupement seraient les communes de Champillet, Feusines, Lignerolles, Pérassay, Pouligny-Notre-Dame, Pouligny-Saint-Martin, Sazeray, Urciers, Vigoulant, Vijon

Une convention doit être signée par tous les membres afin de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

Le CCAS de Sainte-Sévère en serait le coordonnateur.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Approuve la convention constitutive du groupement de commandes relatif à la réalisation et à la livraison de repas à domicile des personnes âgées, handicapées ou momentanément dépendantes en liaison froide, annexée à la présente délibération,

Désigne le CCAS de Sainte-Sévère sur Indre comme coordonnateur du groupement,

Désigne la personne suivante pour être membre de la commission de suivi : DEVAUX Samuel,

Autorise le Maire à signer la convention et tous les documents nécessaires à la mise en place de ce service.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-18

15 - Convention avec le C.C.A.S de Sainte-Sévère.

Considérant le marché passé en groupement de commande pour la confection des repas et pour la livraison des repas à domicile,

Considérant le souhait des communes membres du groupement de commande de transmettre la gestion du service de portage de repas au CCAS de Sainte-Sévère sur Indre,

Considérant qu'il convient de définir les modalités financières de cette prestation,

Le Conseil municipal, après avoir délibéré, approuve la convention fixant les modalités financières pour la gestion et l'exécution des marchés de préparation et de livraison de repas à domicile, autorise le maire à signer cette convention.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-19

16 - Demande de subvention DETR – DSIL – Agence Nationale du Sport – Enrochement.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que les rives du plan d'eau côté déversoir ont un besoin urgent d'être renforcées par de l'enrochement en raison des vagues générées par l'activité du téléski nautique qui dégradent les abords et fragilisent les arbres ainsi qu'un pylône du téléski, ce qui, à terme, pourrait nuire à l'activité du téléski nautique par câble.

Vu les devis présentés,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- DECIDE de valider les travaux d'enrochement des rives et le renforcement du déversoir à la base de loisirs pour un montant estimatif de travaux de 35 219,00 euros HT ;

- AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter auprès des services de l'état, des subventions aussi élevées que possible ;

- APPROUVE le plan de financement ci-dessous :

FINANCEMENT	NATURE	MONTANT	TAUX
Subvention Etat	DETR – DSIL - Agence Nationale du Sport	28 175,20 €	80 %
Commune	Fonds propres	7 043,80 €	20 %
TOTAL HT		35 219,00 €	100 %

- DECIDE que cet investissement sera financé à l'aide des subventions sollicitées et des fonds propres de la commune.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-20

17 - Personnel communal - Saisonniers base de loisirs et commune 2025.

- VU le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-2° ;
- Considérant qu'en prévision de la saison estivale, il est nécessaire de recruter du personnel pour la base de loisirs et le camping pour la période du 15 avril au 31 octobre 2025 et pallier aux congés estivaux pour les services techniques de la commune ;
- Considérant qu'il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité en application de l'article L.332-23-2° du code précité ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité pour une période de 6 mois maximum pendant une même période de 12 mois en application de l'article 332-23-2° du code précité. A ce titre, seront créés :
 - o Au maximum 2 emplois à temps complet dans le grade d'opérateur territorial des APS qualifié pour exercer les fonctions d'opérateur initiateur câble (diplôme exigé : BPJEPS Ski nautique ou OIC ou CQP)
 - o Au maximum 10 emplois à temps complet et non complet dans le grade d'adjoint technique territorial pour assurer le fonctionnement (buvette, snack, billetterie, téléski, camping) et entretien de la base de loisirs.
 - o Au maximum 1 emploi à temps non complet dans le grade d'adjoint technique territorial pour assurer le fonctionnement du service espaces verts, entretien des bâtiments communaux et voirie communale.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2025.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-21

18 - Demande apprentissage service espaces verts.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a été saisi de la demande d'une famille pour placer leur enfant en apprentissage au sein du service espaces verts de la commune dans le cadre de ses études dans la filière « Entretien et Aménagement paysager » et qu'il a sollicité des organismes pour plus de renseignements quant à la prise en charge financière et la formation pédagogique à délivrer pour ce faire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré refuse de prendre un apprenti au sein du service espaces verts de la commune.

Monsieur PÉRICHON Damien ne prend pas part au vote.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-22

19 - Fonds de solidarité logement et Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté.

Le Département assure la gestion et la mise en œuvre du Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté ainsi que du Fonds de Solidarité Logement.

Ces deux dispositifs nationaux, créés respectivement par les lois du 1^{er} décembre 1988 et par la loi du 31 mai 1990 interviennent au titre du FAJD en appui aux parcours d'insertion des jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, complémentairement aux dispositifs de droit commun (PACEA, Garantie jeunes) et au titre du FSL pour la mise en œuvre du droit au logement sur le département (accès ou maintien dans un logement décent).

Le financement de ces fonds est assuré principalement par le Département et par la mobilisation de l'ensemble des principaux partenaires que sont les autres collectivités territoriales, leurs groupements, les organismes de protection sociale ainsi que plus spécifiquement pour le FSL, les bailleurs sociaux et les opérateurs énergies et de téléphonie.

Ainsi le Conseil Municipal est invité à donner son accord à une participation de notre Commune pour l'année 2025 respectivement :

- Au Fonds de Solidarité Logement à hauteur de 1.66 € par résidence principale,
- Au Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté à hauteur de 0.70 € par jeune de 18 à 25 ans identifiés sur le territoire.

Vu le code général des collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 902-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement,

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la Loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 relative à la généralisation du R.S.A.

Vu le règlement intérieur du Fonds d'Aides aux Jeunes en difficulté adopté en date du 17 janvier 2025, annexé au Règlement Départemental d'Aide Sociale,

Vu le règlement intérieur du Fonds de solidarité Logement adopté en date du 17 janvier 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 : La commune est autorisée à participer financièrement au dispositif du Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté pour l'année 2025 **avec 15 voix pour**.

Article 2 : Un financement sur la base de 0,70 € par jeunes de 18 à 25 ans identifiés sur notre territoire est donc approuvé soit 20,30 €.

Article 3 : La commune n'est pas autorisée à participer financièrement au dispositif du Fonds de Solidarité Logement pour l'année 2025 **avec 15 voix contre**.

Article 4 : La somme de 20.30 € due au titre du dispositif du Fonds d'Aide aux Jeunes sera versée au compte du département.

Le délai de recours contre la présente délibération est de deux mois à compter de sa publication.

Vote de la délibération : à la majorité.

DCM N°2025-23

20 - Tarifs vente objets publicité base de loisirs.

Suite à la proposition du personnel de la base de loisirs de proposer à la vente des objets publicitaires aux clients et abonnés du téléski, le Conseil Municipal en a accepté le principe et fixé les tarifs comme suit :

- Tee-shirt : 10 euros
- Gourde : 6 euros
- Porte-clés : 3 euros

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-24

21 - Fongibilité des crédits.

La nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si l'Assemblée l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

Cette disposition permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre au Conseil Municipal le pouvoir de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de la section concernée.

Cette disposition permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre.

Dans ce cas, le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L21 22-22 du CGCT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-25

22 - Remboursement achat groupé personnel base de loisirs.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le personnel de la base peut bénéficier de tarifs préférentiels pour l'acquisition de matériel utile à l'exercice de leur fonction, à savoir chausses et planches pour la pratique du téléski par l'intermédiaire de la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- ACCEPTE d'effectuer l'achat de matériel pour le personnel de la base contre remboursement établi comme suit :
- Monsieur DEMOULIN Nicolas : chausses 245 euros + planche 320 = 565 euros
- Monsieur BUSER Joël : chausses 245 euros + planche 295 = 540 euros
- Monsieur DANGLETERRE Liam : chausses 245 euros + planche 320 = 565 euros

Monsieur le Maire et la secrétaire sont chargés de ce dossier.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-26

23 - Redevance Performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1^{er} janvier 2025

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025

Vu la délibération n°2024-97 du 15 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Loire Bretagne portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par :

une redevance de « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable (exceptées les consommations destinées aux activités d'élevage si elles font l'objet d'un comptage spécifique) et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau dont les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ;
il égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit

La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

Considérant que l'Agence de l'eau Loire Bretagne a fixé à 0,28 € HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2025

Considérant que pour l'année 2025, le taux de modulation est fixé forfaitairement **0,3** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » (la performance des systèmes d'assainissement n'étant pas prise en compte pour cette première année)

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des systèmes d'assainissement » constitue un élément du prix du service public de l'assainissement collectif et doit donc être assujetti à la TVA au taux de 10% (métropole) ou 2,1% (Corse, Guadeloupe, Martinique et Réunion)

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

Décide :

- De fixer à 0,084 € HT /m³ la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-27

24 - Demande de subvention de BIP TV.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle d'Issoudun sollicitant une subvention pour le fonctionnement de BIP TV.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention à BIP TV.

Vote de la délibération : à l'unanimité.
DCM N°2025-28

25 - Demande de subvention pour l'Ukraine.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier du Groupe de Secours Catastrophe Français sollicitant une subvention pour aider l'Ukraine.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention pour aider l'Ukraine.

Vote de la délibération : à la majorité.
DCM N°2025-29

26 - Demande de subvention des Amis de la Haute Touche.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier des Amis de la Haute Touche sollicitant une subvention pour aider à la construction d'un nouvel enclos.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention aux Amis de la Haute Touche pour aider à la construction d'un nouvel enclos.

Vote de la délibération : à l'unanimité.
DCM N°2025-30

27 - Demande de subvention de l'ADMR.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier de l'ADMR Boischaud Sud sollicitant une subvention pour les soutenir dans leurs actions.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention à l'ADMR Boischaud Sud.

Vote de la délibération : à la majorité.
DCM N°2025-31

28 - Demande de subvention pour voyage scolaire de l'école Maurice Rollinat.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier de l'école Maurice Rollinat de La Châtre sollicitant une subvention pour un voyage scolaire et en faveur d'un élève résidant sur la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention à l'école Maurice Rollinat pour financer un voyage scolaire.

Vote de la délibération : à l'unanimité.
DCM N°2025-32

29 - Demande de subvention de Faune 36.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier de Faune 36 sollicitant une subvention pour pour les soutenir dans leur action.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention à Faune 36.

Vote de la délibération : à l'unanimité.
DCM N°2025-33

30 - Demande de subvention des Restaurants du Cœur de l'Indre.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier des Restaurants du Cœur de l'Indre sollicitant une subvention pour les soutenir dans leur action.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention aux Restaurants du Cœur de l'Indre.

Vote de la délibération : à la majorité.

DCM N°2025-34

31 - Demande de subvention du Secours Catholique de La Châtre

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier du Secours Catholique de La Châtre sollicitant une subvention pour les soutenir dans leur action.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention au Secours Catholique de La Châtre.

Vote de la délibération : à la majorité.

DCM N°2025-35

32 - Demande de subvention en faveur de la Birmanie

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier de l'Association des Maires de France sollicitant les communes pour soutenir la Birmanie suite au séisme du 28 mars dernier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention au profit de la Birmanie.

Vote de la délibération : à la majorité.

DCM N°2025-36

33 - Demande de subvention du Secours Populaire de l'Indre

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier du Secours Populaire de l'Indre sollicitant une subvention pour soutenir leur action.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, REFUSE d'accorder une subvention au Secours Populaire de l'Indre.

Vote de la délibération : à la majorité.

DCM N°2025-37

34 - Demande de subvention DETR. Travaux rénovation thermique et mise aux normes du restaurant « Au Fil du Temps »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal, les délibération n°2023-83 du 22 décembre 2023 et 2024-18 du 23 février 2024 portant sur la demande de subvention DETR pour des travaux de rénovation thermique et mise aux normes du restaurant « Au Fil du Temps ».

Vu les nouvelles estimations présentées par le cabinet d'architecture, il convient de mettre à jour les montants du plan de financement pour les demandes de subventions.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- Approuve le nouveau plan de financement ci-dessous :

	Nature	Montant	Taux
Etat	DETR- DSIL- Fonds Verts	320 832,00	80 %
Commune	Fonds propres	80 208,00	20 %
TOTAL		401 040,00	100 %

- Décide que le financement s'effectuera à l'aide des fonds propres de la commune et des subventions sollicitées.

Vote de la délibération : à l'unanimité.

DCM N°2025-38

Questions diverses :

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il a reçu une demande d'installation d'un parc pour camping-cars. Il est en attente de plus d'informations.

Monsieur le Maire fait part de la demande de Monsieur Philippe BONNIN pour l'installation d'un locker adossé à son magasin. Une visite sur place sera organisée.

Séance levée à 23 h 45.

Le Maire, DEVAUX Samuel

La secrétaire, MOREAU Adeline

2025-09 vote CFU 2024 Assainissement

2025-10 vote CFU 2024 Commune

2025-11 Affectation du résultat 2024 budget Assainissement

2025-12 Affectation du résultat 2024 budget Commune

2025-13 Vote des taxes 2025

2025-14 Vote des subventions 2025

2025-15 Vote du budget 2025 Assainissement

2025-16 Vote du budget 2025 Commune

2025-17-B Tarifs snack 2025

2025-18 Convention constitutive groupement de marché

2025-19 Convention avec CCAS de Sainte Sévère

2025-20 Demande subventions DETR DSIL Agence Nationale du Sport Enrochement

2025-21 Personnel communal - Saisonniers base de loisirs et commune 2025.

2025-22 Demande apprentissage service espaces verts.

2025-23 Fonds de solidarité logement et Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté.

2025-24 Tarifs objets publicitaires base de loisirs

2025-25 Fongibilité des crédits

2025-26 Remboursement achat groupé personnel base de loisirs

2025-27 Redevance Performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025.

2025-28 Demande de subvention de BIP TV.

2025-29 Demande de subvention pour l'Ukraine.

2025-30 Demande de subvention des Amis de la Haute Touche

2025-31 Demande de subvention de l'ADMR

2025-32 Demande de subvention pour voyage scolaire de l'école Maurice Rollinat

2025-33 Demande de subvention de Faune 36.

2025-34 Demande de subvention des Restaurants du Coeur de l'Indre.

2025-35 Demande de subvention du Secours Catholique de la Châtre.

2025-36 Demande de subvention en faveur de la Birmanie.

2025-37 Demande de subvention du Secours Populaire de l'Indre.

2025-38 Demande de subvention DETR. Travaux rénovation thermique et mise aux normes du restaurant « Au Fil du Temps »